

Uber, Airbnb, Take it easy (et même Ohlala)...

# Une offensive antisociale qui

La multinationale du transport clandestin de personnes vient de connaître un premier coup d'arrêt en Région bruxelloise. Une première bataille a donc été gagnée. Mais l'offensive menée par ces exploitants/exploiteurs de taxis pirates est loin d'être stoppée pour autant...

Denis Desbonnet (CSCE)

Il y a encore beaucoup à dire (et à penser) sur les enjeux vertigineux qui se cachent derrière la brèche opérée par Uber & C°. Nous poursuivons donc ici notre analyse de ce phénomène inquiétant à bien des égards, et aux énormes enjeux sociétaux, économiques, sociaux, démocratiques et citoyens.

Dans le premier volet de cette série sur « l'Uberisation » de l'économie et du marché du travail, nous soulevions déjà le fait qu'une (grande) partie du problème résidait dans le fait suivant : la multinationale conquérante, ainsi que les hommes et femmes politiques qui s'en font les complices, surfent sur un consentement (et un contentement) du « public ». Comment expliquer un tel engouement ? Car, aussi dérangeante, et inquiétante soit-elle, c'est là une évidence : une large frange de la population se montre plutôt enthousiaste envers ces nouvelles applications si commodes, *hypes* et smart... phones. C'est même l'argument masqué qu'emploient les divers pouvoirs publics pour en défendre leur caractère « incontournable » voire leurs « avantages », moyennant quelques aménagements juridiques.

Cette popularité de Uber, Airbnb, et autres Take It Easy, est tout d'abord le reflet des ravages que trente-cinq ans d'offensive idéologique néolibérale ont produit dans les mentalités. Elle encourage une attitude à la fois archi-individualiste et réactionnaire, ironiquement au nom de cette sacrosainte « modernité ». Cela, à travers une vision privilégiant l'intérêt égoïste et immédiat sur toute autre considération. Autrement dit, avec une incapacité à prendre en compte,

ou à ne fût-ce que réaliser, les risques potentiels de ces choix purement « consuméristes » pour la société (le fameux « intérêt général »), et à moyen ou même court terme (le « tout tout de suite », et « après moi les mouches »).

Bref, une sorte de paroxysme de l'*homo economicus* que les théoriciens se réclamant d'Adam Smith (1) voient comme exclusivement guidé par son intérêt personnel et l'appât du gain. Cette fiction est contredite par l'expérience concrète que chacun d'entre nous peut faire au quotidien : énormément de gens faisant souvent preuve de désintéressement, voire même d'abnégation, d'empathie et de sollicitude envers des tiers. On l'a vu encore tout récemment, avec l'élan de soutien aux réfugiés du parc Maximilien. D'autres font la preuve de leur

souci du « bien commun » et des conséquences de leurs actes : il suffit de constater certains changements dans le comportement en termes de « consommation responsable, éthique », etc.

Mais il n'en reste pas moins que le matraquage publicitaire d'une part, et le repli sur soi provoqué par la crise et quarante ans d'encouragement politique et médiatique à la concurrence de tous pour tous, ont indubitablement érodé les valeurs de solidarité. Ils ont fait, sinon disparaître, du moins très sérieusement reculer la « conscience de classe », ce sentiment d'appartenance collective, de similarité de statut et de destin, cette identité foncière de condition (« prolétaire »)... qui unissait les générations antérieures de travailleurs. Ajoutons-y



# ne fait que commencer

la multiplication des sous-statuts, la précarisation croissante des formes de travail, jusqu'au développement consécutif d'un véritable précaire, nouvelle couche de travailleurs au rabais, restant durablement piégés dans cette marge professionnelle et socio-économique, avec le sentiment de désaffiliation qui s'ensuit. Notamment envers les services publics, ou encore les syndicats, vis-à-vis desquels on peut même parler de « désaffection » ou pire, de rejet. Cela pour de très mauvaises raisons : influence des campagnes médiatiques et politiques de dénigrement, individualisme forcené, etc. Mais aussi, parfois, pour des raisons compréhensibles et presque « légitimes » : inertie et inféodation au politique, absence de victoires significatives et sentiment d'impuissance, d'inutilité, manque de transparence et de démocratie interne, bureaucratisation... On en a hélas encore eu plus qu'un aperçu, lors de la dernière grève d'octobre, déchainant un déferlement de haine et de faux procès (jusqu'à l'accusation d'homicides involontaires, ou les allégations de vandalisme, hooliganisme, voire de terrorisme). Cela dit, il faut hélas bien reconnaître aussi que certains secteurs professionnels souffrent d'une réputation peu flatteuse, parfois au moins partiellement méritée. C'est tout particulièrement le cas des taxis belges, comme l'avouent d'ailleurs très honnêtement nos interlocuteurs qui en sont pourtant membres et porte-paroles. Lesquels en appellent à un assainissement de la profession, d'abord sous la forme d'une autorégulation et d'une mise au ban de certaines pratiques et de ceux qui s'obstineraient à y recourir.

Mais soit : l'arbre ne doit pas cacher la forêt. Ce sont surtout cette désorientation et cette confusion ambiantes qui contribuent à détacher de plus en plus de citoyens de la perception des enjeux « sociétaux » (comme on dit aujourd'hui), plus particulièrement sociaux, et à adopter un point de vue et un mode de vie ultra-égocentriques. Et donc, à plébisciter ces *start*

*up* leur offrant de nouveaux canaux de consommation, *cheap* et si *trendy*.

## Smartphone Uber Alles...

Cet engouement massif est renforcé par la débauche de sollicitations à la consommation aveugle et compulsive, matraquées en continu, dans l'espace public comme dans la sphère privée, dont le développement fulgurant et planétaire de la téléphonie mobile est un exemple particulièrement emblématique. Et cela, plus encore depuis la combinaison – et la connexion, au sens figuré comme au

prix, puisque, pour n'importe quel « produit » ou « service », l'individu *lambda* peut en permanence comparer les diverses « promotions », qui rivalisent de rabais et « bonus » sur la toile.

Et peu importe que ces prix cassés ne peuvent résulter que d'un dumping social et environnemental extrême, qui s'apparente à du vol et/ou à des activités illicites, voire délictueuses, pour peu qu'on décroche la bonne (plus exactement la meilleure) affaire.

Une autre dimension de ce tout à

□ □ □

## LE « CONSOMMATEUR » ABUSÉ, OU L'ARROSEUR ARROSÉ

Ceux qui « consomment » Uber ou Airbnb et en défendent les avantages apparents seront bientôt les dindons de la farce, prédit Michaël Zilberberg, taximan, président de Brussel's Unified Taxis (BUT).

« Il faut faire pression sur les politiques, car la plupart d'entre eux ne voient que les « utilisateurs », identifiés comme leurs seuls électeurs. Or, le grand public, ces « usagers », sont aussi des travailleurs ! Et tôt ou tard, ils payeront à leur tour la facture, au propre comme au figuré. Le problème, c'est que la majorité des gens sont très mal informés, absolument pas conscients des vraies données du problème – et donc de ses vrais enjeux. Je le constate tous les jours, quand je parle avec mes clients. L'immense

majorité voit l'arrivée de ces nouveaux « services » de manière positive. C'est pourquoi on doit s'adresser non seulement aux politiques, mais aussi directement aux usagers, à nos clients... Et au-delà, à l'ensemble des citoyens, pour leur faire comprendre qu'on ne se bat pas seulement « pour les taxis », mais pour tout le monde ! Pour gagner, nous devons réfléchir à des modes d'action qui associent les « utilisateurs », de manière solidaire...

Il faut élargir le front. On doit organiser une réaction com-

mune. Notamment en contactant également les acteurs d'autres secteurs, victimes du même dumping sauvage, de la part des « applications » similaires à Uber. Comme l'hôtellerie, directement menacée par Airbnb.

Là aussi, on n'imagine pas ce qui se prépare, dans l'ombre : il faut savoir qu'à Paris, il y a des investisseurs qui rachètent des pâtés entiers de maisons, ou des bâtiments industriels, des immeubles de bureaux... pour les reconverter en chambres à louer via Airbnb. Quant aux particuliers qui se prêtent à ce commerce (j'allais dire « ce trafic »), ils sont de la même façon dépossédés de leur objet : une ou plusieurs chambres de leur logement. Et cela, pour un gain très relatif, tandis que la « plateforme » se met un maximum de fric en poche. »

sens strict – de celle-ci avec la sphère Internet. Une évolution transformant les nouvelles générations de gsm en véritables mini-ordinateurs de poche, permettant de consulter – et commander – en ligne et en « live », à la vitesse de l'éclair, tout ce qui nous est « offert » comme tentations. On l'a dit : c'est le règne de l'immédiateté. Et celui du « plus offrant » au moindre

l'innovation, et un enjeu démocratique des plus préoccupants, tel que l'évoque notamment Philippe Lescot, syndicaliste et porte-parole du Front Commun du secteur des taxis (2), est le contrôle et la traçabilité que permettent ces nouvelles technologies. Avec la prolifération des logiciels espions et autres « cookies », outils développés et/ou adoptés par les mul-

⇒ tinationales à la manoeuvre, afin de connaître en temps réel les actions, les goûts et les « choix » (si on peut dire) de chaque client potentiel, et d'y adapter leur offre sur mesure. Tout internaute devient ainsi, de manière redoublée et « calibrée », la cible potentielle de leurs campagnes publicitaires des plus agressives.

Sans parler de l'usage malveillant qui peut être fait d'une telle récolte d'informations systématisée, par des organisations antidémocratiques, ou par le pouvoir en place (faut-il rappeler les dernières affaires de « grandes oreilles » : le dispositif « Echelon », il y a quinze ans déjà, ou le scandale plus récent de la mise sur écoute puis stockage de toutes les communications à l'échelle mondiale par la NSA). Cette dérive fera d'ailleurs prochainement l'objet d'un colloque de la Ligue des Droits de l'Homme francophone (3). Et elle suscite aussi l'inquiétude et la contestation de collectifs citoyens, comme le montre la campagne hostile à l'instauration devenue obligatoire de la carte Mobib, en remplacement des cartes STIB traditionnelles, soumettant désormais

l'ensemble des usagers des transports vicinaux à un fichage constant de leurs déplacements.

Mais, si ces rebellions et tentatives de résistance jouissent parfois d'un certain écho médiatique, elles restent néanmoins largement minoritaires. La grande masse des citoyens-consommateurs n'a ni le temps, ni l'énergie, ni les ressources pour s'opposer de manière individuelle (ou même collective, les mouvements appelant

à la désobéissance civile restent fort isolés et embryonnaires) à ces mutations généralisées, ultra-rapides et semblant inexorables. Outre que, comme pour Mobib, justement, on est souvent dans une autre forme de « TINA », aucune échappatoire ne se présentant – hormis en l'occurrence la fraude, majoritairement réprouvée, et aussi difficile que dangereuse. Ou, solution tout aussi peu pratique, voire praticable, le boycott des



## Légaliser, réglementer, pour « mieux »

La complaisance de certains responsables politiques pour ces nouvelles formes de commerce et de « prestations de services » inspirées du « modèle américain », qui prennent pied chez nous en toute illégalité et, jusqu'il y a peu, en toute impunité, pose question.

Denis Desbonnet (CSCE)

Cette indulgence politique en faveur de ces nouvelles formes de commerce interpelle. C'est en tout cas ce que pointe le Front Commun des Taxis, face à l'enthousiasme déclaré de Pascal Smet pour Airbnb, et à sa proximité avec les patrons de Uber. Ou encore, avec les tractations entamées par Carlo di Antonio en Région wallonne en vue d'une régularisation de la firme californienne. Car c'est bien la survie de professions entières qui est ici en jeu, ainsi que le développement de nouvelles formes extrêmes de précariat, mettant à mal les règles les plus élémentaires du droit du travail. Ultime planche de salut pourrie, à laquelle se raccrochent en désespoir de cause les naufragés du système, prêts à tout pour ne pas sombrer tout à fait.

Les politiciens concernés par ces mutations fulgurantes ne veulent surtout pas apparaître comme « passésistes ». Ils veulent au contraire donner d'eux-mêmes l'image de « décideurs » bien « de leur temps », branchés et même précurseurs. Ils prétendent donc organiser, ou même anticiper, ces évolutions présentées comme inéluctables et irréversibles. Certains s'avouent même « conquis » par ces dernières, qui leur apparaissent

comme une « mutation » globalement positive, une mue foncièrement vertueuse vers la « nouvelle économie », les emplois du futur, et « la ville de demain ».

### Une offensive mystificatrice

Mais, au-delà de l'engouement plus particulier de quelques-uns, ce qui est ici plus fondamentalement à l'œuvre, c'est une tendance lourde et déjà ancienne, de la part des « décideurs » politiques : la résignation, voire le zèle des « convertis » de bon nombre d'entre eux, gagnés aux prétendus « bienfaits » de la mondialisation capitaliste, vue comme la seule voie du « progrès » et du « dépassement » de la crise, de nouveaux « gisements d'emplois », etc. Cet optimisme béat est évidemment suscité et conforté par le lobbying effréné des requins de l'industrie et des services, vantant les « avantages » innombrables de leur *business model* et qui, la main sur le cœur, jurent de respecter « un jour » le cadre légal existant... pour peu qu'on « l'adapte » légèrement. C'est ainsi que les Nuyttemans et autres Mac Gann, grands patrons d'Uber, promettent de résoudre simultanément les problèmes de mobilité et de pollution at-

métros, trams et bus...

En outre, cette « hyper-connectivité » est elle aussi plébiscitée par « le public », et tout particulièrement la plupart des jeunes, qui sont nés et ont grandi dans un univers déjà saturé par les « TIC » (Technologies de l'information et de la communication) et y sont donc, non seulement totalement accoutumés, mais souvent accros. Une addiction qui, cela dit, touche aussi des tranches d'âge plus élevées, notamment dans certains milieux professionnels, constitués de cadres et quadras actifs dans la finance, les médias ou la pub.

Notre bon roi Philippe y a même fait référence dans ses derniers voeux de l'an, c'est dire...

Par rapport à la vision qu'on se faisait dans des ouvrages d'anticipation, il y a quelques décennies, d'un totalitarisme « assisté par ordinateur », tel le célèbre *Big Brother* d'Orwell, on est donc aujourd'hui bien plus proche de l'univers décrit par *Le Meilleur des Mondes* d'Aldous Huxley, sous l'angle de ce consentement, tout sauf éclairé, de cette « libre » allégeance d'une large part de la popu-

lation. Car aujourd'hui, ce sont bien les citoyens eux-mêmes, qui, formatés (« conditionnés » disait-on jadis), demandent - exigent même souvent -, de pouvoir être « joignables », et donc repérables et localisables, à tout instant et en tout lieu. Plus que jamais, c'est le règne de la « *servitude volontaire* », déjà constatée et dénoncée par La Boétie, il y a cinq cents ans. Mais cette fois au carré, et avec toute la puissance de la machine mise à son service...

### La fausse équation « Innovation = Progrès »

Il est vrai que, depuis l'avènement de la « société de consommation » au tournant des années 1950-1960, la population des pays « avancés » a vécu une mutation copernicienne, avec l'introduction (intrusion) massive d'une foule d'appareillages divers et de l'automatisation, d'abord au sein de nos foyers domestiques, ensuite dans l'espace public (la « mobilité » tant vantée des dernières inventions, permet la commande à distance via internet et le wifi).

Avec, à la clé, une modification de

nos habitudes et modes de vie, et en conséquence une transformation de notre rapport au monde, à la société, et aux « choses », dans une course folle à l'accumulation de biens matériels et techniques, censés contribuer fortement à notre bonheur. Voire en être la quintessence, dans une escalade mortifère : « Je consomme, donc je suis. » Attitude accentuée par la quantité phénoménale et exponentielle de « biens » exposés à notre « désir », sans cesse plus perfectionnés et à un coût souvent structurellement décroissant.

Qui plus est, aux dires de leurs promoteurs, ces innovations devraient nous simplifier et faciliter la vie - plus particulièrement dans le domaine économique et les divers secteurs professionnels. Or, comme le démontre le dernier avatar de cette tendance et de ce discours, avec la généralisation des applications, c'est tout le contraire qui se passe. Si les nouvelles technologies semblent commodes et performantes, dans les faits, elles sont très loin de soulager la pénibilité du travail. Au contraire, par les gains de productivité qu'elles



## déréguler

mosphérique, de créer des dizaines de milliers d'emplois, et de contribuer à l'amélioration de la situation économique et sociale de leurs adhérents : pas moins. Qui dit mieux !? Comment résister à une « offre » aussi « généreuse » et performante ? Qu'importe si ces effets d'annonce reposent sur des spéculations fantaisistes ou de franches affabulations : les promesses, aussi énormes soient-elles, n'engagent que ceux qui y croient, pour reprendre la formule cynique de Churchill. Ou l'adage bien connu de Goebbels selon lequel « plus un mensonge est gros, plus il a de chance d'être cru ». Cette offensive mystificatrice repose sur une pure imposture. Mais celle-ci a tout pour séduire des responsables fédéraux ou régionaux qui ne demandent pas mieux que d'y accorder foi.

Aussi, comment s'étonner que nos gouvernants adoptent presque tous une attitude plus ou moins favorable face aux promoteurs de ces bouleversements brutaux, aux conséquences incalculables ? Cela, au nom d'un « réalisme » qui tient soit du défaitisme, pour les partis qui se prévalent de la défense des acquis sociaux,

soit du volontarisme décomplexé, pour ceux qui se font les chantres de cet « avenir radieux ». Et, chez les uns comme chez les autres, même quand ils reconnaissent les problèmes et dangers que pose la marche « triomphale » de ces multinationales prédatrices, c'est, tout au plus, pour nous expliquer qu'il vaut mieux « accompagner » le processus pour mieux l'« encadrer » et en « limiter les dégâts », prévoir divers « amortisseurs » et « aménagements » censés en réduire les effets néfastes...

Ce type de positionnement et de discours politiques, on les a déjà entendus lors des dernières grandes restructurations néolibérales, notamment lors la privatisation de services publics-clés, tels l'antique RTT, la Poste ou la SNCB : rappelons-nous les contorsions langagières d'un Elio Di

Rupo, annonçant à l'orée de l'an 2000 l'avènement prochain des « publics, comme de celui de la livraison de courrier et de colis... Le tout afin de « justifier les autoroutes de l'information » ou de la concurrence féroce de pays voisins sur le « marché » des transports» ses soi-disant « consolidations stratégiques » – une formule orwellienne et euphémisante – et mieux faire passer la pilule de leur démantèlement et leur vente progressive aux plus offrants.

Bref : comment légiférer et réglementer pour mieux déréguler... □

**Cette offensive mystificatrice repose sur une pure imposture. Mais celle-ci a tout pour séduire des responsables politiques.**

⇒ réalisent, elles contribuent à l'intensification du rythme du travail et à sa dégradation. Autrement dit, elles accroissent l'exploitation, d'une part, et le chômage massif, de l'autre (*lire ci-dessous*). Et elles favorisent des formes d'emploi toujours plus précaires, confinant parfois à l'esclavagisme.

Un exemple caricatural et particulièrement obscène (c'est le mot) nous en est donné par « Ohlala », cette

en constatant « l'amateurisme » des échanges marchands du sexe dans sa ville, et comprenant qu'il y avait là un « créneau à exploiter ». Le tout bien entendu assorti de considérations humanistes et censément bienveillantes à l'adresse des « filles » qu'elle veut aider à mieux rentabiliser leurs prestations, notamment en réduisant les « heures creuses » et autres « pauses » entre leurs passes !

On le voit : selon le slogan sarcastique et décalé des années 1980 (repris pourtant au premier degré par *Actuel*, le magazine phare des « jeunes gens modernes ») : *On vit une époque formidable !* Et soyons lucide : « si on

## Les nouvelles technologies de la communication favorisent des formes d'emploi toujours plus précaires, confinant parfois à l'esclavagisme.

start-up berlinoise, créée par une très jeune *wonder woman* qui a développé une *appli* qu'elle met « généreusement » (n'exagérons rien : contre paiement de ses « services », si on ose dire) à la disposition... des prostituées et de leurs clients ! (4) Cela, hors tout jugement moral, qu'elle écarte d'emblée au nom d'une conception très libertarienne de l'« autonomie » et du prétendu « libre choix », ne concevant pas même un instant qu'il puisse s'agir d'une banalisation et « rationalisation » atterrantes de l'esclavage sexuel...

Un cynisme décomplexé, qu'elle justifie elle aussi en se réclamant de l'efficacité et de la « modernité ». La patronne de ce business hallucinant explique en effet qu'elle en a eu l'idée

les laisse faire », tout ce qui précède n'est qu'un avant-goût de ce qui nous attend. □

(1) Abusivement, d'ailleurs, car on fait dire au pauvre homme beaucoup de choses qu'en réalité il réfutait et rejetait, étant, lui, partisan d'une régulation étatique pour limiter les excès du marché et du « chacun pour soi ».

(2) Voir le premier volet de notre enquête dans *Ensemble !* 88.

(3) « Tout le monde tout nu », un cycle d'activités sur le respect de la vie privée, de janvier à décembre 2015, à Bruxelles et en Wallonie, voir le programme sur [www.liguedh.be/72430](http://www.liguedh.be/72430)

(4) Lire l'article de Jacques Pezet « A Berlin, une app pour « faire le trottoir » avec les moyens du XXI<sup>e</sup> siècle » : <http://rue89.nouvelobs.com/2015/09/22/a-berlin-app-faire-trottoir-les-moyens-xxie-siecle-261297>

# « 'Y a des b

« Oh mais dis donc, c'est intéressant, ça. », chantait Léo Ferré, il y a presque soixante ans, couplet d'un de ses succès prophétiques, déjà intitulé *La vie moderne*.

Denois Desbonnet (CSCE)

**A** propos de Uber, le cheval de bataille – et de Troie – de cette « nouvelle économie » de pirates et de sabordeurs, plusieurs de nos témoins ont mis l'accent sur la maîtrise absolue que confère aux propriétaires de l'entreprise leur concentration de « l'information », via les serveurs du système. Un avantage technologique littéralement écrasant : quel Etat aurait-il la capacité de contrôler la réalité des courses réellement effectuées, dès lors que ces connexions sont toutes regroupées au siège central... californien ?

Mais les plus lucides de ces observateurs privilégiés pointent également une autre menace : l'arrivée, sinon imminente, du moins proche des fameuses « voitures sans chauffeur », popularisées par un nouveau venu dans le monde automobile : la marque Tesla, une des premières à concevoir un de ces prototypes. Mais qui sont également un des grands objectifs des départements « recherche et développement » de maints autres constructeurs. Hormis les taxes et les assurances largement éludées par les conducteurs roulant pour Uber, ces derniers sont eux-mêmes la seule « variable d'ajustement ». En d'autres termes, comme toujours et partout ailleurs sous le capitalisme, la « main-d'œuvre », cette force de travail dont Marx disait que le patronat tente toujours plus de comprimer le « coût », est sacrifiée quand cela est utile et donc « nécessaire » : n'est-ce pas le refrain éculé de la FEB, de l'UWE, du Voka, du MR, de l'Open VLD et de la NVA ?

Aussi, on imagine aisément le profit

□ □ □

## RETOUR À GERMINAL

Le « système Uber » ? Un retour à Germinal. Tel est l'avis de Hervé de Viron, patron des Taxis uclois et secrétaire de Groupement des entreprises de taxis et de voitures de location (GTL).

« Il faut comprendre la très forte colère des chauffeurs de taxis. Uber fonctionne depuis longtemps dans la plus parfaite illégalité. On se demande quand l'administration se décidera à réagir enfin, pour mettre fin à ce scandale. Cela, alors que, par contre, on continue à nous contrôler sans cesse, et même avec des exigences toujours plus sévères. Vraiment, c'est de la schizophrénie !

Au-delà de ce traitement tout à fait inégal, nous sommes aussi très inquiets face au développement du « système Uber » : c'est gigantesque, tentaculaire. Et, sur le plan social, c'est le retour à Germinal ! Leur fonctionnement, c'est « le travail – et le salaire – à la pièce », où on peut être rejeté du jour au lendemain, sans la moindre indemnité. C'est la course à l'échalote vers le salaire archi-

minimum – et encore ! Et avec zéro garantie, pour le chauffeur comme pour le client, du point de vue tarif, conditions de travail, ou même assurance... Bref, ce n'est même plus Zola, c'est l'âge des cavernes, avec une concurrence sauvage, la lutte de tous contre tous : si votre voisin vous dérange, vous lui envoyez un silex avec une fronde, ou vous lui donnez un coup de gourdin. Si c'est ça le type de société qu'on nous prépare... Et certains politiciens nous présentent cela comme « le progrès » : en tout cas, ce n'est pas la vision que j'en ai ! Il faudra se battre pour empêcher ce recul incroyable. »